

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 18/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CMC ex KMG Chemicals Inc.

USINE DE LA RACHEE
91530 Saint-Chéron

Références :

Code AIOT : 0006504895

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement CMC Materials UPC ex KMG Chemicals Inc. implanté Usine de la Rachée 91530 Saint-Chéron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CMC ex KMG Chemicals Inc.
- Usine de la Rachée 91530 Saint-Chéron
- Code AIOT : 0006504895
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société CMC Materials UPC est spécialisée dans le domaine de la production de solutions ammoniacales et d'acides minéraux, la fabrication des composés chimiques tels l'acide sulfurique, nitrique et phosphorique, et des solutions aqueuses comme l'acide chlorhydrique et fluorhydrique. Le site de Saint-Chéron compte deux activités : une activité de production et une plateforme logistique sur la partie CMC. En termes de volumes de production, l'alcool isopropylique est le

produit phare. Le site de Saint-Chéron est le seul site en Europe à le produire pour la microélectronique sur la partie « ultra pur ».

Le site a été racheté par la société FUJIFILM, le changement d'exploitant devrait être intervenir à la fin de l'année.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	RQ1.7 Suivi de la qualité des eaux	Autre du 21/11/2021, article Obs 1.7	Demande d'action corrective	6 mois
6	Suite visite du 16/05/2022 SGS – Organisation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe1.7	Demande d'action corrective	3 mois
7	Suite visite du 16/05/2022 SGS – Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1, I.3	Demande d'action corrective	3 mois
12	Exploitation et entretien des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 2-3 Chap V	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Etude de dangers	Arrêté ministériel du 4/10/10, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	RQ1.3 Suite de la visite 27/07/2023	Autre du 24/06/2021, article Obs1.3	Sans objet
2	RQ1.5 Suite de la visite 27/07/2023	Autre du 24/06/2021, article Obs1.5	Sans objet
4	Suite visite du 16/05/2022 Système de gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1	Sans objet
5	Suite visite du 16/05/2022 SGS – Organisation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1	Sans objet
8	Suite visite du 16/05/2022 SGS – Maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3	Sans objet
9	Suite visite du 16/05/2022 SGS – Surveillance des performances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe1.6	Sans objet
10	Rétention déportée	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 21-2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Exploitation et entretien des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	Sans objet
14	Défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 7:1 Chap V	Sans objet
15	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 12/12/2001	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 18 juillet 2024 a permis de relever quelques écarts pour lesquelles il est demandé à l'exploitant d'apporter des justificatifs, des précisions et des actions correctives. Un écart majeur a été constaté, notamment dans le rapport de vérification des installations électriques et le certificat Q18 associé pour lequel l'exploitant a mis en place un plan d'action qui permet de rendre conforme les installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : RQ1.3 Suite de la visite 27/07/2023

Référence réglementaire : Autre du 24/06/2021, article Obs1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Temps de réponse de la chaîne MMR
Prescription contrôlée : L'exploitant formalisera explicitement dans le rapport de contrôle annuel du système de détection et d'extinction incendie du bâtiment D le respect du temps de réponse (6 à 15 secondes) de la chaîne MMR relative au système de détection.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de vérification du système de détection et d'extinction du bâtiment D celui-ci indique un temps de réponse de 30 secondes. Ce temps de réponse est intégré dans la chaîne MMR relative au système de détection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : RQ1.5 Suite de la visite 27/07/2023

Référence réglementaire : Autre du 24/06/2021, article Obs1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Test d'étanchéité
Prescription contrôlée : L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport du prochain test d'étanchéité la salle blanche protégée par l'injection de l'Inergen au sein du bâtiment D.
Constats : L'exploitant a transmis, le rapport des tests d'étanchéité du bâtiment D réalisé par la société Johnson Control le 31/05/2023. Le rapport conclut que l'étanchéité de l'enceinte protégée est satisfaisante, selon le calcul établi par l'annexe E de la norme ISO 14520 (version 2015) qui prédit que la concentration d'agent extincteur va décroître de la valeur initiale de 47,9759% à la valeur minimale requise de 30,69% en 15,5 minutes. Ce temps de rétention étant supérieur aux 10

minutes minimum requises par la norme.
L'étanchéité du bâtiment est assurée pendant 15 minutes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : RQ1.7 Suivi de la qualité des eaux

Référence réglementaire : Autre du 21/11/2021, article Obs 1.7

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Compte tenu du résultat du diagnostic complémentaire des sols et du suivi semestriel de la qualité environnementale du site de l'usine de la Rachée, le cabinet BURGEAP préconise les recommandations suivantes :

- La réalisation d'un diagnostic complémentaire sur les sols afin de délimiter totalement la zone de pollution concentrée présente à l'est du site et la réalisation d'un plan de gestion associé ;
- Le maintien de la surveillance environnementale du site (libérer l'accès à l'ouvrage Pz8).

L'exploitant va poursuivre la surveillance de la pollution au niveau des eaux souterraines et des gaz du sol et réaliser un diagnostic permettant de délimiter l'étendue de la pollution.

Constats :

L'exploitant a transmis le dernier rapport de surveillance de la pollution de décembre 2023, établi par la société BURGEAP. Ce rapport présente des variations au niveau des piézomètres PA4 et PA6 par rapport aux mesures de décembre 2022.

Piézomètre	PA4		PA6		PzAval	
	12/2022	12/2023	12/2022	12/2023	12/2022	12/2023
PCE (µg/l)	4700	5200	620	460	1,4	1.4
TCE (µg/l)	3000	2800	110	79	0,6	0.5

PCE : Perchloroéthylène et TCE : Trichloroéthylène

A proximité de la zone résiduelle de pollution sol (à l'est du site) :

- ouvrage PA6, amont de la zone résiduelle : impact en COHV et plus particulièrement PCE, TCE. Les concentrations mesurées sont de 2 à 53 fois supérieures aux valeurs de références pour ces composés ;
- ouvrage PA4 aval du bâtiment U, à l'est du site : impact en COHV et plus particulièrement PCE, TCE. Les concentrations mesurées sont de 106 à 520 fois supérieures aux valeurs de références pour les ces composés.

En position aval/latéral par rapport à l'usine (PzAval) : présence de traces en COHV (PCE, TCE, tétrachlorométhane, trichlorométhane).

Eaux superficielles

Les concentrations mesurées aussi bien en aval qu'en amont sont inférieures aux valeurs de référence pour l'eau potable. Toutefois, ces résultats d'analyses mettent en évidence une augmentation des concentrations en solvants chlorés de l'amont vers l'aval.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection confirme la poursuite de la surveillance préconisée par le cabinet BURGEAP, afin de mieux circonscrire l'étendue de la pollution et de réaliser un plan de gestion.

L'exploitant informe l'inspection du passage du cabinet BURGEAP les 16 et 17 juillet 2024 pour les

mesures dans les milieux. L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de ces mesures et analyses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Suite visite du 16/05/2022 Système de gestion de la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inspection relève que l'exploitant met en œuvre au quotidien des pratiques visant à prévenir et maîtriser les risques sur son installation. Cela étant, l'inspection relève que ces pratiques reposent essentiellement sur les personnes. L'inspection soulève le manque de formalisation de l'organisation et des pratiques de l'exploitant visant à garantir un haut niveau de maîtrise des risques.</p> <p>Remarque n°1 : Il convient que l'exploitant s'assure que ses pratiques permettent de garantir à tout instant le respect des conditions d'exploitation prévues et couvertes par son étude des dangers. Dans ce cadre il est nécessaire que l'exploitant définisse les équipements et activités sensibles et qu'il y associe les actions permettant d'en garantir la conformité dans le temps.</p> <p>Remarque n°2 : Il convient que l'exploitant formalise dans son système de gestion de la sécurité les pratiques qu'il met en œuvre au quotidien pour garantir un haut niveau de maîtrise des risques.</p> <p>Remarque n°3 : L'inspection note que le phénomène dangereux d'incendie au sein de la cellule de stockage d'acide nitrique est exclu dans l'EDD par la mise en place de disposition permettant de supprimer les sources d'ignition. L'inspection constate que l'exploitant n'a pas mis en œuvre de disposition permettant de garantir dans le temps cette exigence. L'exploitant déclare que pour ce compartiment, l'exigence n'est pas l'absence d'ignition mais l'absence de bois qui présente la particularité de s'auto-enflammer en contact avec l'acide nitrique. Il convient que l'exploitant vérifie la pertinence des dispositions prévues dans son étude de danger pour cette cellule de stockage et s'assure que les dispositions nécessaires pour maîtriser les risques soient en place et maintenues dans le temps.</p> <p>Remarque n° 4 : Il convient que l'exploitant s'assure que son processus de gestion des modifications permette d'identifier et de caractériser l'impact des modifications sur l'EDD et le POI et d'en gérer le cas échéant la mise à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>Rq1: L'exploitant a présenté les justificatifs de maintenance des chaudières réalisée par la société APAVE le 30/03/2024. Toutefois, l'inspection constate que le contrôle des rejets atmosphériques des chaudières n'est pas réalisé.</p> <p>L'exploitant indique que le contrôle des rejets n'est pas réalisé du fait que les chaudières ne fonctionnent quasiment pas. En effet le chauffage du site est assuré par le système de climatisation présent dans les bâtiments. L'exploitant doit réaliser le contrôle des rejets dès lors que les chaudières sont en fonctionnement</p> <p>Rq2 : il est demandé à l'exploitant de présenter le manuel QSE, notamment le chapitre en lien avec l'externalisation, le PMII, les situations d'urgence.</p> <p>L'exploitant a présenté le chapitre en lien avec l'externalisation du manuel qualité et déclare privilégier les fabricants des équipements pour la maintenance et l'entretien sur les matériels de sécurité. Afin de s'assurer de la maîtrise des prestataires, l'exploitant a mis en place une cotation par des critères définis en interne.</p>

Les procédures de situation d'urgence sont reprises dans le plan d'organisation interne (POI).

Rq 3 : Est-ce que la manipulation des emballages contenant l'acide nitrique exclu leur détérioration qui pourrait entraîner l'épandage de l'acide ou il est strictement mentionné l'interdiction d'introduire du bois dans cette cellule ?

Afin de s'assurer de l'évitement de l'épandage d'acide nitrique pouvant réagir avec le bois (combustion/incendie) dans le local, l'exploitant a mis en place des caisses ignifugées pour le stockage de l'acide nitrique contenu dans des flacons ou bouteilles avec dégazeur. Les bouteilles ou flacon sont contenus dans un sac en plastique, permettant d'éviter tout épandage au sol. L'exploitant affirme qu'il n'y a pas de bois dans le local.

Lors de la visite du site, l'inspection n'a pas constaté la présence de bois dans le local. L'exploitant doit explicitement mentionner la consigne de l'interdiction d'introduire du bois dans ce local.

Rq 4 : Il est demandé à l'exploitant de présenter la procédure MOC QSE-ORG-16-1-FRM-01554

L'exploitant a présenté la procédure MOC QSE-ORG-16-1-FRM-01554 avec une check-list des changements qui permet de tracer l'ensemble des évolutions ou changement avec impact sur le site, par exemple la modification du fonctionnement des chaudières (rubrique 2910-2-a).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suite visite du 16/05/2022 SGS – Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe1

Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Organisation

Prescription contrôlée :

Constats : L'inspection constate que l'exploitant dispose de différents documents dont la procédure « acquisition de biens et de services » qui précise les conditions suivant lesquelles une activité peut être sous-traitée. L'inspection relève que les conditions détaillées dans cette procédure sont de nature à prévenir et limiter les risques associés à la présence sur le site d'entreprises extérieures. L'inspection relève que ce document comme l'ensemble des procédures de l'exploitant sont en premier lieu construits pour garantir la « qualité produit » et assurer le maintien de la qualification en tant que fournisseur délivré par leur client.

Remarque n°5 : Il convient que l'exploitant revoit sa procédure « acquisition de biens et de services » en précisant les activités sensibles qui peuvent être sous-traitées et en définissant les conditions associées nécessaire à la maîtrise des risques, à l'image de ce qui est déjà prévu pour garantir la qualité produit et maintenir la qualification obtenue de ses clients.

Constats :

Il est demandé à l'exploitant de présenter la procédure ACHA-ORG-01-P-00771 « acquisition des biens et services » mise à jour

L'exploitant a présenté la procédure « acquisition des biens et services » mise à jour et déclare être en cours d'élaboration d'un outil de cotation des fournisseurs qui sera annexé à la procédure ACHA-ORG-01-P-00771.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suite visite du 16/05/2022 SGS – Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe1.7
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Constats : L'inspection constate que l'exploitant dispose de procédures encadrant l'évaluation des sous-traitants. L'inspection relève que cette procédure de l'exploitant est en premier lieu construite pour garantir la « qualité produit » et assurer le maintien de la qualification en tant que fournisseur délivré par leur client. Remarque n°6 : Il convient que l'exploitant revoie ses procédures qui encadre l'évaluation de ses sous-traitants en y intégrant les activités sensibles, à l'image de ce qui est déjà en place pour garantir la qualité produit et maintenir la qualification obtenue de ses clients.
Constats : Il est demandé à l'exploitant de présenter la procédure P-02169 « CMC Global Supplier Management » mise à jour à partir de la remarque 6. L'exploitant déclare être en phase d'actualisation de la procédure en tenant compte des remarques de l'inspection (évaluation des sous-traitants en y intégrant les activités sensibles).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit finaliser la nouvelle procédure et la mettre à disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Suite visite du 16/05/2022 SGS – Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1, I.3
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Formation
Prescription contrôlée : Constats : L'inspection n'a pas pu constater que l'exploitant sensibilise tout le personnel des entreprises extérieures intervenant sur des activités sensibles à la démarche de progrès continu. Remarque n°9 : Il convient que l'exploitant s'assure que les différents documents de cadrage des activités sensibles (plan de prévention, permis de travail, etc.) ou de traçabilité (rapport d'intervention, PV de fin de travaux, etc.) comprennent un encart permettant de systématiser la conscientisation de la démarche de progrès continu essentielle à la démonstration de maîtrise des risques. Remarque n°10: L'inspection constate que l'exploitant fait reposer sur ses sous-traitants la responsabilité de faire intervenir des personnels compétents sur les tâches sensibles sous-traitées. L'inspection constate que l'exploitant ne vérifie pas les compétences et qualifications des personnels d'entreprises extérieures pour réaliser les tâches sensibles. En conséquence, l'exploitant ne dispose pas d'une organisation lui permettant de garantir la réalisation des tâches sensibles par des personnels disposants des compétences nécessaires pour respecter les règles de l'art de la tâche qui leur est confiée.

Constats :

Rq9 : L'exploitant doit présenter un plan de chantier renseigné lors d'une intervention par une entreprise prestataire sur le site

L'exploitant a présenté le nouveau permis mis en place avec l'intégration d'une série de contrôle qui reprend l'ensemble des opérations de vérification après les réparations et avant le départ des prestataires du site. La remarque de l'inspection des installations a été prise en compte.

Rq10 : Il est demandé à l'exploitant de présenter la procédure WI-04320 « Mesures de Maîtrise des Risques à Saint Chéron » ainsi qu'un contrat de maintenance avec les clauses techniques.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un contrat de maintenance avec les clauses techniques. L'exploitant déclare que ce contrat est en cours d'élaboration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Suite visite du 16/05/2022 SGS – Maîtrise d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe1.3

Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Maîtrise d'exploitation

Prescription contrôlée :

Constats : L'inspection constate que l'exploitant a mis en place plusieurs permis (permis d'accès, permis de feu, etc.) dont l'obtention est incontournable avant la réalisation d'une activité sur le site. Le processus de délivrance de ces permis permet à l'exploitant de vérifier au plus près de l'activité, l'existence du plan de prévention, la validité de l'analyse des risques, la nécessité de permis spéciaux (feu, etc.), les conditions d'exploitation requises pour l'intervention (consignation, shunt, etc.). L'exploitant déclare accompagner systématiquement les intervenants de la société TYCO sur le terrain. L'inspection note que l'exploitant prévoit systématiquement des essais de requalification après une intervention sur le système incendie.

Remarque n°11 : L'inspection constate sur un exemple que le format du permis de travail utilisé pour tracer cette requalification n'est pas optimale pour assurer que celle-ci soit systématiquement réalisée. Il convient que l'exploitant s'assure que l'organisation et les outils déployés permettent de garantir le caractère systématique de ces essais et d'en enregistrer la réalisation.

Constats :

Rq 11: Il est demandé à l'exploitant de présenter le nouveau format du permis de travail en précisant les améliorations apportées.

Dans le cas où le déploiement effectif de la procédure LOTO, l'exploitant présentera cette procédure

L'exploitant a présenté le nouveau permis de travail avec des améliorations apportées à partir des observations de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Suite visite du 16/05/2022 SGS – Surveillance des performances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe1.6
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Surveillance des performances
Prescription contrôlée : Constats : L'inspection constate que l'exploitant dispose d'un processus permettant d'identifier et d'enregistrer les anomalies remontées par le personnel des entreprises extérieures. L'inspection note que l'exploitant fixe à ses salariés un objectif d'identifier trois anomalies ou propositions d'amélioration dans l'année. Néanmoins, l'inspection constate que ce processus et l'organisation qui en découle ne permet pas d'en garantir le caractère systématique. Remarque n°12 : il convient que l'exploitant s'assure que son organisation permette de garantir que la défaillance d'une mesure de prévention soit systématiquement remontée dans le système de suivi du retour d'expérience et fasse systématiquement l'objet d'une enquête permettant d'identifier et d'analyser les causes de cet événement et participe au retour d'expérience.
Constats : RQ12: Il est demandé à l'exploitant de présenter le registre des situations à risque. L'exploitant a présenté l'outil Processmap présenté sous forme de pyramide avec des situations à risque à la base (SAR) et les accidents au sommet. L'exploitant déclare que 85% des situations à risque (cotées 0) sont traitées. Au-delà des situations à risque une enquête interne est réalisée pour déterminer les causes et les moyens d'action à mettre en place.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rétention déportée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 21-2
Thème(s) : Risques accidentels, extinction des effluents enflammés
Prescription contrôlée : « 21-2. Dispositif d'extinction des effluents enflammés Dans le cas d'une rétention déportée, les liquides inflammables et les eaux d'extinction d'incendie sont canalisés et dirigés à l'extérieur des zones de stockage par un dispositif de drainage. « Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des zones de collecte vers un dispositif permettant l'extinction des effluents enflammés et évitant leur ré-inflammation avant qu'ils ne soient dirigés vers la rétention déportée. » Ce dispositif peut être une fosse d'extinction, un plancher pare-flamme, un siphon anti-feu ou tout autre dispositif équivalent.
Constats : L'exploitant déclare que la prescription n'est pas applicable à son site, car les bâtiments du site sont sous rétention et le site en lui-même est sous rétention de par la présence des bordures de trottoir et des dos-d'âne présent sur le site. Il n'y a pas de rétention déportée sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Exploitation et entretien des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des réservoirs de stockage
Prescription contrôlée : Article 28 de l'arrêté du 3 octobre 2010 (Arrêté du 24 septembre 2020, article 1er 18) Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles : <ul style="list-style-type: none">- date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;- volume du réservoir ;- matériaux de construction, y compris des fondations ;- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;- liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;- dates, types d'inspection et résultats ;- réparations éventuelles et codes utilisés. Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le site dispose de 7 réservoirs de plus de 10 m3 chacun ; l'exploitant a présenté pour chaque réservoir le dossier de suivi qui reprend l'ensemble des items prévus à l'article 28 de l'arrêté du 3/10/2010 susmentionné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Exploitation et entretien des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Visites et inspection des réservoirs de stockage
Prescription contrôlée : 29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement. Ce plan comprend : <ul style="list-style-type: none">- des visites de routine ;- des inspections externes détaillées ;- des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.
Constats : L'exploitant a présenté un dossier "programme de surveillance et plan d'action des réservoirs dans

lequel est répertorié l'ensemble des interventions ou des actions réalisées sur chaque réservoir. Le programme reprend les types de contrôle et les fréquences associées.

Le dossier de suivi des réservoirs indique que la visite initiale de chaque réservoir a été faite en 2014 avec une visite de routine régulière tous les ans. La dernière visite de routine pour les réservoirs a eu lieu le 24/07/2023. La date prévisionnelle de la prochaine visite de routine est fixée au 24/07/2024.

Certains réservoirs atteignent la limite des 10 ans de mise en service qui nécessite une visite hors exploitation. L'exploitant informe l'inspection de la difficulté de réalisation de cette visite. En effet cette visite nécessite un accès à l'intérieur du réservoir qui entraînerait une problématique d'impuretés du produit.

L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation de respecter l'article 29 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. L'exploitant envisage de solliciter une dérogation à cette prescription afin de conserver la qualité du produit dans le temps.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 2-3 Chap V

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles des installations électriques

Prescription contrôlée :

Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 2-3 Chapitre V

Contrôle des installations électriques

Un contrôle des installations électriques est effectué au minimum une fois par an, par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans le rapport de contrôle. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

La mise à la terre suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.

Le matériel électrique est maintenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Constats :

Le jour de la visite l'exploitant a transmis le rapport de vérification des installations électriques et le certificat Q 18 datant tous les deux du 21/03/2024. Le rapport mentionne plusieurs non-conformités dont la plupart sont levées. Le certificat Q18 conclut sur la présence d'un risque d'incendie/explosion sur le site. Les conclusions de ce certificat ne permettent pas de garantir les intérêts mentionnés au L511-1 du Code de l'environnement. L'inspection envisageait de proposer à madame la Préfète de l'Essonne de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant.

L'exploitant a ensuite transmis par courriel les éléments justifiant des actions mises en place pour la levée des non-conformités mentionnées dans le rapport de vérification électrique, ce qui permettra d'avoir un certificat Q18 conforme :

- La mise en place de consignes temporaires (contrôle rigoureux et une gestion adéquate des équipements concernés) pour le contrôle des armoires non conformes ;
- L'état d'avancement de la mise en conformité (document détaillé en collaboration avec l'Apave)

qui présente en détail les actions entreprises pour corriger les non-conformités et les étapes déjà réalisées ;

- Les commandes signées pour le remplacement des disjoncteurs non conformes ;
- La date du 26/09/2024 pour le passage de l'Apave pour lever les non-conformités. Cette visite permettra de vérifier et de confirmer que les non-conformités ont été levées, et que toutes les mesures nécessaires ont été prises pour assurer la conformité totale.

Compte tenu de la réactivité de l'exploitant par les actions déjà engagées, l'inspection propose des suites sous forme de lettre préfectorale avec des justificatifs à transmettre à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les justificatifs de la levée des non-conformités présentes dans le rapport de contrôle des installations électriques et justifier de l'absence du risque incendie/exploitation mentionnée dans l'attestation Q18.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 7.1 Chap V

Thème(s) : Risques accidentels; Moyens d'intervention en cas d'accident

Prescription contrôlée :

article 7.1 Chapitre V

Moyens d'intervention en cas d'accident

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Constats :

L'exploitant a présenté les rapports de vérifications des équipements de défense incendie : le système de détection et d'extinction incendie réalisé par la société CHUBB le 13/06/2024
Extincteur, le contrôle a été réalisé en août 2023 par la société SIIDEF
la détection gaz du bâtiment D réalisé par CHUBB le 13/06/2024 de :

Les justificatifs du contrôle de ces équipements ne mentionnent pas d'écart.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2001
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage dans les bâtiments
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Le jour de la visite l'inspection a demandé une édition de l'état des stocks par bâtiment afin de vérifier la cohérence entre le stock informatique et le stock physique. L'inspection a procédé par sondage en vérifiant les stocks des bâtiments E (E1, E2), G (G1, G2) R, P et M comparativement au listing imprimé par l'exploitant. Les produits ou matières stockés au sein des bâtiments visités correspondent au stock informatique. L'inspection mentionne une observation pour le stockage des produits « non conformes ou destinés à la destruction » qui ne disposent pas d'un rayonnage particulier ou facilement repérable dans le bâtiment G1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 4/10/10, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, maintenance des MMR
Prescription contrôlée : L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.
Constats : Dans le cadre des échanges concernant la révision de l'étude de dangers, l'inspection a fait un point afin d'obtenir des précisions concernant : <ul style="list-style-type: none">• la modélisation Flumilog permettant de déclasser l'incendie total du bâtiment M : la visite du bâtiment M montre qu'il y a environ 20 palettes au lieu des 528 considérées dans l'étude de dangers et la présence sur ces palettes de produits non inflammables confirment les résultats de la modélisation, surtout avec la réduction importante du nombre de palettes dans le bâtiment M. L'exploitant indique disposer d'une gestion de stock permettant de respecter les conditions de stockage retenues dans l'étude de dangers.• L'exploitant doit préciser les fréquences de test et de maintenance du système de détection et d'extinction par Inergen du bâtiment E : L'exploitant déclare que les tests seront réalisés à une fréquence semestrielle par le fabricant TYCO et la maintenance en cas de dysfonctionnement.• L'inspection a transmis un document mentionnant les mesures de maîtrise de risque (MMR) retenues et demande à l'exploitant de préciser les fréquences de test et de maintenance qui seront reprises dans le projet d'arrêté en cours d'élaboration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les éléments de précision formulés par l'inspection. Pour l'ensemble des MMR, l'exploitant doit confirmer la réalisation de tests de fonctionnement, leur fréquence ainsi que les modalités de leur maintenance.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant****Proposition de délais : 2 mois**